



Service d'orientation : le véritable état des lieux !

A l'appel du SNES-FSU, de la CGT Educ'action et de SUD Education, le jeudi 29 mars, des délégués de 22 académies étaient présents pour établir un véritable état des lieux de la situation sur le terrain à partir des assemblées générales tenues durant tout le mois de mars.

Alors que le MEN prétend défendre les Centres d'Information et d'Orientation (CIO) contre le désengagement des conseils généraux, ils ont démontré que dans plusieurs académies (Grenoble, Orléans, Lille, Créteil) ce sont les Rectorats qui prennent la décision de fermer des CIO dépendant pourtant de l'Etat. Ils ont mis en lumière la stratégie poursuivie par l'administration : suppression des postes de personnels administratifs mettant ainsi le CIO en difficulté pour accueillir le public, transformation du CIO en antenne puis fermeture du CIO. C'est la manœuvre maintenant rodée pour affaiblir le service public d'orientation de l'Education nationale ! Justification de cette politique par les Recteurs : les jeunes seront reçus par le Service Public d'Orientation Tout au Long de la Vie (SPOTLV) !

Comment continuer à affirmer que les deux processus n'ont pas de rapport ? La procédure de labellisation qui est en marche dans les académies correspond à une externalisation des missions d'aide à l'élaboration des projets et d'accompagnement des collégiens et des lycéens. Face aux propos lénifiants qui voudraient faire croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, les conseillers d'orientation-psychologues et les directeurs de CIO opposent, l'absence totale de concertation, le silence de leur ministère devant les manœuvres d'organismes non publics, inscrits dans des logiques de concurrence, l'imposition d'un autre métier avec d'autres publics et avec des tâches supplémentaires !

Lors de l'audience au MEN, le SNES-FSU, la CGT Educ'action et SUD Education ont interpellé les représentants de la DGESCO sur cette situation. Il a bien été confirmé qu'une politique de restructuration du réseau était en marche avec en ligne de mire les « Micro CIO ». Discours peu compatible avec la prétendue défense d'un service public de proximité et difficile à faire comprendre aux parents et aux élèves qui devront se déplacer à 50 kms de chez eux pour trouver un CIO !

Les délégués ont interrogé sur la position du MEN face au détournement des moyens du service public par des organismes non publics comme les cités des métiers, les chambres de commerce et d'industrie, ou les GIP de tous ordres ? Ils ont questionné sur l'absence totale de cadrage de l'engagement des CIO et des personnels dans ces montages locaux qui conduisent à la redéfinition des missions prioritaires et des conditions d'exercice et remettent en cause le statut de psychologue. Ils ont réitéré leur exigence de voir différencier la prise en charge des publics scolaires et adultes et réécrit l'arrêté du 4 mai 2011 qui définit une fonction de conseiller en insertion professionnelle dans un lieu unique.

Il leur a été répondu que les CIO devraient effectivement, dans le cadre du SPOTLV, consacrer un temps supplémentaire pour recevoir d'autres publics et en dehors de leurs CIO !

Cette politique inacceptable est contraire aux intérêts des élèves, des étudiants et des parents. Le SNES-FSU, la CGT Educ'action et SUD Education mettront tout en œuvre pour imposer d'autres choix et d'autres ambitions pour les jeunes. Ils appellent les personnels à intensifier les actions dans les académies contre le démantèlement du service public d'orientation de l'Education nationale.